

Luc Gonin

L'obsolescence de l'Etat moderne

Analyse diachronique et contextuelle à
l'exemple de l'Etat français

Table des matières

INTRODUCTION.....	1
-------------------	---

PARTIE I : L'ÉTAT MODERNE

TITRE I : LES ORIGINES PHILOSOPHIQUES DE L'ÉTAT MODERNE

1. DE LA CONCENTRATION DES POUVOIRS.....	17
1.1. NICOLAS MACHIAVEL.....	17
1.1.1. Une œuvre révolutionnaire.....	17
1.1.1.1. Remarques liminaires.....	17
1.1.1.2. Libération du carcan théologique et mise en relation de l'Antiquité et de la Renaissance.....	18
1.1.1.3. Du pragmatisme.....	18
1.1.1.4. De la crainte et de l'amour.....	19
1.1.1.5. Éloge de la <i>virtu</i>	19
1.1.1.6. Du dualisme humain.....	20
1.1.2. L'apport spécifique de MACHIAVEL à l'idée d'« État ».....	21
1.1.3. MACHIAVEL et l'unification italienne.....	22
1.1.4. Synthèse.....	23
1.2. JEHAN BODIN.....	24
1.2.1. Remarques liminaires.....	24
1.2.2. La mise en avant de la souveraineté.....	25
1.2.2.1. Le cadre républicain.....	25
1.2.2.2. Nature et attributs de la souveraineté.....	25
1.2.3. BODIN, chantre de l'absolutisme ?.....	27
1.2.3.1. Des faveurs obtenues par la <i>res publica</i> monarchique.....	27
1.2.3.2. BODIN et l'absolutisme.....	29
1.2.4. Synthèse.....	30
1.3. THOMAS HOBBS.....	30
1.3.1. Pensée politique de HOBBS au sujet de l'État.....	30
1.3.1.1. Remarques liminaires.....	30
1.3.1.2. Vision mécaniste de la réalité humaine.....	31
1.3.1.3. <i>Status naturalis</i>	32
1.3.1.4. Le contrat social.....	33
1.3.1.5. Le Léviathan.....	34
1.3.2. L'apport de la théorie de HOBBS à la notion d'État.....	35
2. ... A LA SÉPARATION DES POUVOIRS.....	39
2.1. JOHN LOCKE.....	39
2.1.1. Introduction.....	39
2.1.2. L'opposition avec les idées politiques hobbesiennes.....	39

2.1.2.1.	Sa vision de l'état naturel de l'homme	39
2.1.2.2.	La société civile lockienne	40
2.1.2.3.	Le refus de l'absolutisme et la déconcentration du pouvoir	41
2.1.2.4.	Séparation – ou distinction – des pouvoirs.....	42
2.1.2.4.2.	Le pouvoir législatif.....	43
2.1.2.4.3.	Le pouvoir exécutif.....	44
2.1.2.4.4.	Le pouvoir fédératif (ou confédératif).....	44
2.1.2.4.5.	Le pouvoir judiciaire	45
2.1.2.5.	Synthèse : LOCKE ou l'asservissement de l'exécutif	45
2.2.	CHARLES DE MONTESQUIEU	47
2.2.1.	Remarques liminaires	47
2.2.2.	La théorie de la séparation des pouvoirs de MONTESQUIEU	47
2.2.3.	L'apport de MONTESQUIEU à la notion d'État	49
2.3.	JEAN-JACQUES ROUSSEAU	49
2.3.1.	Remarques liminaires	49
2.3.2.	La notion de séparation fonctionnelle des pouvoirs	50
2.3.3.	La notion de contrat social	51
2.3.4.	La séparation des pouvoirs et ROUSSEAU	53
2.3.4.1.	Les « puissance législative » et « puissance exécutive »	53
2.3.4.2.	Rapports entre la « puissance législative » et la « puissance exécutive »	54
2.3.4.3.	De l'inaliénabilité et de l'indivisibilité de la souveraineté.....	54
2.3.4.3.1.	De l'inaliénabilité de la souveraineté	54
2.3.4.3.2.	De l'indivisibilité de la souveraineté.....	55
2.3.5.	Synthèse.....	56
3.	RÉFLEXIONS CONCLUSIVES DU TITRE I.....	57

TITRE II : LES ORIGINES HISTORIQUES DE L'ÉTAT MODERNE

1.	LES ÉVOLUTIONS POLITIQUES CARACTÉRISTIQUES DE LA FIN DU MOYEN AGE	63
1.1.	L'ÉMERGENCE DE LA SOUVERAINETÉ ET LE DÉCLIN DE LA SUZERAINETÉ	63
1.1.1.	Remarques liminaires	63
1.1.2.	Suppression de l'emprise pontificale.....	64
1.1.3.	Réappropriation du territoire « français »	64
1.1.4.	L'extension de l'autorité royale à l'intégralité de la population	66
1.1.4.1.	Les moyens employés par le roi.....	66
1.1.4.2.	De la centralité de la puissance judiciaire.....	66
1.1.4.3.	L'imposition graduelle de l'autorité législative royale	67
1.1.4.4.	Synthèse.....	68
1.2.	L'ÂGE D'OR DE LA CONCERTATION POLITIQUE	69
1.2.1.	Raisons et limites de la concertation.....	69
1.2.1.1.	Raisons poussant le pouvoir royal à la concertation politique	69
1.2.1.2.	Une concertation menée sur pied d'inégalité	69
1.2.1.3.	De la diversité des formes de concertation	70
1.2.2.	Effets centraux de la concertation politique	72
1.2.2.1.	En matière fiscale	72

1.2.2.2.	En matière militaire	72
1.2.2.3.	Affirmation du tripartisme social	73
1.2.3.	Synthèse	74
1.3.	LA ROYAUTÉ OU LA PRÉFIGURATION DE L'ÉTAT	74
1.3.1.	De trois aspects essentiels	74
1.3.2.	Des lois fondamentales du royaume	74
1.3.3.	Les balbutiements de la spécialisation	76
1.3.3.1.	Précisions introductives	76
1.3.3.2.	Les mutations de la Maison du roi	77
1.3.3.3.	Parlement de Paris, Chambre des comptes et Conseil du roi	77
1.3.4.	L'imposition progressive de la royauté au niveau provincial	78
1.4.	SYNTHÈSE	79
2.	LE XVI^E SIÈCLE, ENTRE PROGRÈS ET REMISE EN CAUSE DU POUVOIR MONARCHIQUE	81
2.1.	LES VICTOIRES DE LA MONARCHIE	81
2.1.1.	Les victoires juridiques	81
2.1.2.	Les victoires sur l'ordre ecclésial	82
2.1.3.	Les victoires territoriales	83
2.2.	LA SPÉCIALISATION PROGRESSIVE DE L'APPAREIL DE DOMINATION	83
2.2.1.	Des finances	83
2.2.2.	De l'apparition des secrétaires d'État	84
2.2.3.	De la spécialisation du Conseil du roi	85
2.3.	LES LUSTRES DE LA RÉBELLION	85
2.3.1.	Précisions liminaires	85
2.3.2.	Guerres de religion et pouvoir central	86
2.3.3.	Rébellion au sein des agents centralisateurs et corporatisme	87
2.3.4.	Conséquences de la patrimonialité des offices	87
2.4.	SYNTHÈSE	88
3.	LE XVII^E SIÈCLE, OU L'AFFIRMATION COMPLÈTE DE LA PUISSANCE ROYALE	91
3.1.	1600 – 1648 : SUITE DE L'ÉLIMINATION DES POUVOIRS CONCURRENTS	91
3.1.1.	La question protestante	91
3.1.2.	Le sort des gouverneurs	92
3.1.3.	De la concertation politique	92
3.2.	LES FRONDES, ULTIMES SOUBRESAITS DE LA RÉVOLTE	93
3.2.1.	La première fronde	93
3.2.2.	La seconde fronde	93
3.3.	LOUIS XIV, MODERNISATEUR DE LA PUISSANCE PUBLIQUE	94
3.3.1.	Précisions liminaires	94
3.3.2.	Le régime de cour	94
3.3.3.	Les parlements français à la fin du XVII ^e siècle	95
3.3.4.	L'intendant, l'arme de la puissance centralisatrice	96
3.3.5.	L'émergence de véritables dicastères	96
3.3.6.	La rationalisation du Conseil du roi	97

3.3.6.1.	Evolution de la composition.....	97
3.3.6.2.	Evolution des compétences.....	98
3.3.7.	LOUIS XIV, souverain absolu ou non ?.....	98
3.3.8.	La France à la fin du XVII ^e siècle, un « État » moderne ?.....	100
4.	LE XVIII^e SIÈCLE, OU LA FIN D'UN MONDE	103
4.1.	LES TENSIONS SOCIALES DE L'ANCIEN RÉGIME	103
4.2.	LA RÉVOLTE DES PENSEURS	104
4.3.	L'INSOUMISSION PARLEMENTAIRE	105
4.3.1.	La renaissance parlementaire	105
4.3.2.	La réaction de LOUIS XV	105
4.3.3.	LOUIS XVI : à la charnière de deux mondes	106
4.4.	LES DERNIÈRES ANNÉES DE L'ANCIEN RÉGIME	106
4.4.1.	TURGOT, ou la tentative libérale.....	106
4.4.2.	NECKER, ou l'endettement comme solution.....	107
4.4.3.	CALONNE, ou la tentative de l'égalité fiscale.....	108
4.4.4.	L'impasse.....	108
5.	RÉFLEXIONS CONCLUSIVES DU TITRE II	111
5.1.	EXPOSÉ DU PLAN	111
5.2.	CONCENTRATION DU POUVOIR AU NIVEAU ROYAL	111
5.3.	DE LA « FRAGILITÉ » DE LA CONCENTRATION DES POUVOIRS	112
5.4.	LES BASES DE L'ÉTAT MODERNE EN DEVENIR	112
5.5.	LA SPÉCIALISATION PROGRESSIVE DES ROUAGES ADMINISTRATIFS	113
5.6.	LA REMISE EN CAUSE PROGRESSIVE DU TRIPARTISME SOCIÉTAL	113
TITRE III : VERS L'APOGÉE DE L'ÉTAT MODERNE		
1.	DE LA NATION ET DE L'ÉTAT MODERNE	117
1.1.	LA COMPLEXITÉ DE LA QUESTION NATIONALE	117
1.2.	NATION, ÉTAT ET RÉVOLUTION	118
1.2.1.	Remarques liminaires	118
1.2.2.	L'Assemblée nationale française	118
1.2.3.	Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et idée de nation	120
1.2.4.	La nation dans la Constitution du 3 septembre 1791	121
1.3.	1792-1815, L'EXPÉRIENCE DE LA GUERRE	123
1.4.	L'IDÉE DE NATION ENTRE 1815 ET 1871	124
1.4.1.	Libéralisme et réaction conservatrice	124

1.4.2.	Du printemps des peuples à 1871, le réveil de la nation.....	125
1.5.	1870-1914 : DE LA NATION AUX NATIONALISMES	126
1.5.1.	Le nationalisme républicain.....	126
1.5.2.	Le nationalisme revanchard et de la peur.....	127
1.5.2.1.	Le mouvement vers la droite.....	127
1.5.2.2.	La crise boulangiste de la nation.....	128
1.5.2.3.	L'affaire DREYFUS, entre nation et antisémitisme.....	129
1.5.3.	La situation du nationalisme à l'orée de la boucherie européenne.....	130
1.6.	1914-1945 : L'APOGÉE DE LA NATION	131
1.6.1.	La Première guerre mondiale, ou le couronnement de la nation.....	131
1.6.2.	L'entre-deux-guerres français.....	133
1.6.2.1.	Le problème des nationalités.....	133
1.6.2.2.	La mise en veille de la question nationale en France durant les années 1920.....	133
1.6.2.3.	Les années 1930, ou le retour de la nation au premier plan.....	134
1.6.2.4.	La fin de la troisième République.....	134
1.6.3.	PÉTAÏN et DE GAULLE : deux visions de la nation.....	135
1.6.3.1.	PÉTAÏN, ou le retour à la terre.....	135
1.6.3.2.	DE GAULLE, ou le chantre de la liberté.....	136
1.7.	SYNTHÈSE	137
2.	DE LA DÉMOCRATIE ET DE L'ÉTAT MODERNE.....	139
2.1.	ÉTYMOLOGIE ET USAGE IMMODÉRÉ DE LA DÉMOCRATIE	139
2.2.	1789 ET SES SUITES IMMÉDIATES	139
2.2.1.	Démocratie et tourmente révolutionnaire.....	139
2.2.2.	La Constitution de 1793 ou la réaction démocratique.....	141
2.2.3.	La Constitution montagnarde ou le règne de l'inapplication.....	142
2.3.	LA DÉMOCRATIE, OUTIL DU POUVOIR	143
2.3.1.	L'émergence politique de NAPOLÉON.....	143
2.3.2.	L'évolution de l'ordre politique sous NAPOLÉON.....	144
2.4.	L'ÉVOLUTION DE 1814 À 1830	144
2.4.1.	La question du régime électoral.....	144
2.4.2.	Le peuple au sens large du terme, <i>persona non grata</i>	145
2.5.	DE 1830 À 1848	146
2.5.1.	De l'octroi au pacte.....	146
2.5.2.	L'espoir trahi en 1831.....	146
2.5.3.	La révolte.....	147
2.6.	LE RETOUR DU SUFFRAGE UNIVERSEL	148
2.6.1.	Gouvernement provisoire et suffrage universel.....	148
2.6.2.	Le suffrage universel tel que prévu par la Constitution du 4 novembre 1848.....	148
2.6.3.	De l'usage du suffrage universel.....	149
2.7.	LE RETOUR DU CÉSARISME	150
2.8.	DÉMOCRATIE ET TROISIÈME RÉPUBLIQUE	151
2.8.1.	La mise en accusation du suffrage universel.....	151
2.8.2.	Résistance et victoire de l'idéal universaliste.....	152

2.9.	LE « SACRE DE LA FEMME »	153
2.10.	SYNTHÈSE	154
3.	LA MODERNISATION DE L'ÉTAT PAR SA SOCIALISATION	157
3.1.	LE TOURNANT RÉVOLUTIONNAIRE	157
3.2.	LA QUESTION DE L'ASSISTANCE ET DE L'ÉTAT	158
3.2.1.	Les idéaux sociaux des révolutionnaires et leur mise en application	158
3.2.2.	PASTEUR ou le tournant méconnu	159
3.2.3.	Le sacre de l'aide sociale étatique	160
3.2.3.1.	Le tournant de la fin du XIX ^e siècle	160
3.2.3.2.	Le mouvement en direction de la sécurité sociale	161
3.2.4.	De la sécurité sociale	162
3.3.	DE L'ÉTATISATION DE L'ÉDUCATION	163
3.3.1.	De la Révolution à NAPOLÉON	163
3.3.2.	NAPOLÉON ou l'envie de monopole	165
3.3.3.	Évolution jusqu'à la III ^e République	166
3.3.3.1.	L'évolution dans l'enseignement primaire	166
3.3.3.2.	De l'éducation secondaire et supérieure	167
3.3.4.	Les débuts de la III ^e République, ou le sacre d'une éducation laïque, gratuite et obligatoire	168
3.3.4.1.	Introduction	168
3.3.4.2.	Laïcité, gratuité et nature obligatoire de l'école	168
3.3.4.3.	Conséquences des évolutions du système éducatif	169
3.3.5.	L'école jusqu'en 1945	170
3.3.5.1.	Le mouvement vers l'école unique	170
3.3.5.2.	L'Histoire au service de la nation	171
3.3.6.	Synthèse	171
4.	L'INTERVENTION ÉCONOMIQUE DE LA PUISSANCE PUBLIQUE	173
4.1.	LA SITUATION PRÉRÉVOLUTIONNAIRE	173
4.2.	L'ŒUVRE RÉVOLUTIONNAIRE	173
4.2.1.	Les principes adoptés en matière économique	173
4.2.2.	Le libéralisme économique dans les faits	174
4.2.3.	Synthèse	175
4.3.	LA TENTATION DU DIRIGISME	175
4.4.	LE LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE DU XIX ^e SIÈCLE	176
4.4.1.	Une notion à nuancer	176
4.4.2.	Une réalité, nonobstant	178
4.5.	UNE INFLUENCE ÉTATIQUE GRANDISSANTE	178
4.6.	L'EXTENSION DE L'ACTIVITÉ ÉTATIQUE	179
4.7.	L'ENTRE-DEUX-GUERRES	180
4.8.	LA PRISE EN MAIN ÉTATIQUE DE L'ÉCONOMIE	181

4.9.	APRÈS LA LIBÉRATION	182
4.9.1.	Remarques liminaires	182
4.9.2.	De la planification	182
4.9.3.	Des nationalisations	183
4.10.	SYNTHÈSE	184
5.	RÉFLEXIONS CONCLUSIVES DU TITRE III.....	187

PARTIE II : LE CONTEXTE CONTEMPORAIN DE L'ÉTAT ET SES CONSEQUENCES

TITRE I : MONDIALISATION: UN ÉTAT DES LIEUX

1.	LA MONDIALISATION : L'EXEMPLE DES FLUX	197
1.1.	LES FLUX FINANCIERS CONTEMPORAINS	197
1.1.1.	Remarques liminaires	197
1.1.2.	L'évolution des flux financiers	197
1.1.2.1.	Le mythe de la Modernité	197
1.1.2.2.	Vers la libéralisation et la déréglementation financières	198
1.1.2.3.	La deuxième étape de la mondialisation financière	198
1.1.2.4.	La troisième étape de la mondialisation financière	199
1.1.3.	Les flux financiers aujourd'hui.....	200
1.2.	LES FLUX ÉCONOMIQUES CONTEMPORAINS	201
1.2.1.	Remarques liminaires	201
1.2.2.	Historique récent des flux économiques	202
1.2.2.1.	Le mythe de la Modernité, bis	202
1.2.2.2.	Vers une profonde intégration économique	203
1.2.2.2.1.	La conversion des États-Unis d'Amérique	203
1.2.2.2.2.	GATT et Charte de la Havane	203
1.2.2.2.3.	Les années 1960	204
1.2.2.2.4.	L'évolution jusqu'à la fin du II ^e millénaire	205
1.2.2.3.	Les flux économiques postmodernes	206
1.3.	LES FLUX MIGRATOIRES	208
1.3.1.	Flux migratoires et droit constitutionnel	208
1.3.2.	Survol historique.....	208
1.3.3.	Les flux migratoires contemporains	209
1.4.	UN CRIME MONDIALISÉ ?	210
1.4.1.	Remarques liminaires	210
1.4.2.	Mafias, actrices centrales du crime mondialisé	211
1.4.2.1.	Mafias et trafic de drogues.....	211
1.4.2.2.	Mafias et trafic d'armes	211
1.4.2.3.	Mafias, prostitution et trafic d'enfants	212
1.4.2.4.	Corruption, mafias et transnationales	212
1.4.2.5.	Mafias et blanchiment d'argent.....	213

1.5.	L'ÉTAT DÉPASSÉ : L'EXEMPLE DU TERRORISME	214
1.5.1.	Remarques liminaires	214
1.5.2.	Origines modernes et premières évolutions	215
1.5.3.	Le terrorisme aujourd'hui	216
1.5.3.1.	Un changement d'ère.....	216
1.5.3.2.	L'attraction du chaos mondial ou l'entropie croissante du terrorisme	216
1.5.3.3.	Les raisons du retour à l'anarchisme	217
1.5.3.4.	De nouveaux acteurs mondiaux	218
1.6.	SYNTHÈSE	218
1.6.1.	Un phénomène difficilement niable	218
1.6.2.	Unicité ou pluralité de la « mondialisation » ?	219
1.6.3.	Le flux, l'exterminateur des frontières ?	219
1.6.4.	Perspectives.....	220
2.	PUISSANCES PRIVÉES TRANSNATIONALES ET SOCIÉTÉ CIVILE	223
2.1.	REMARQUES LIMINAIRES	223
2.2.	LES PUISSANCES PRIVÉES TRANSNATIONALES	223
2.2.1.	Pertinence des présentes réflexions	223
2.2.2.	Définition.....	224
2.2.3.	Historique.....	224
2.2.4.	Structures des transnationales : vers le réseau ?	226
2.2.5.	Importance contemporaine des transnationales	227
2.3.	LA SOCIÉTÉ CIVILE	229
2.3.1.	Remarques liminaires	229
2.3.2.	Idée et conceptions de la société civile	230
2.3.2.1.	L'idée de société civile : bref historique	230
2.3.2.2.	Deux conceptions antagonistes de la société civile.....	231
2.3.3.	Société civile transnationale.....	232
2.3.3.1.	Remarques liminaires.....	232
2.3.3.2.	L'Organisation non gouvernementale transnationale, pivot de la société civile contemporaine.....	234
2.3.3.2.1.	Définition	234
2.3.3.2.2.	Situation contemporaine.....	235
2.3.3.2.3.	ONGT et puissances publiques : des relations complexes	236
2.3.3.2.4.	Un exemple d'ONGT : le mouvement international de la croix-rouge et du croissant-rouge.....	238
2.3.3.3.	Les mouvances religieuses transnationales	239
2.3.3.4.	Les diasporas nationales	241
4.	SYNTHÈSE	242
3.	DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	245
3.1.	REMARQUES PRÉLIMINAIRES	245
3.2.	L'ÉMERGENCE D'ORGANISATIONS INTERNATIONALES	245
3.2.1.	Définition.....	245
3.2.2.	Bref historique	246
3.2.2.1.	Évolution jusqu'à la Deuxième guerre mondiale	246
3.2.2.2.	Évolution après la Deuxième guerre mondiale.....	247
3.2.3.	Réalité contemporaine	248

3.2.3.1.	Les chiffres	248
3.2.3.2.	Des divers rôles des organisations internationales.....	249
3.2.3.3.	La question de la personnalité juridique.....	250
3.2.4.	Exemples choisis d'organisations internationales	252
3.2.4.1.	Précision liminaire	252
3.2.4.2.	L'Organisation des Nations Unies	252
3.2.4.2.1.	L'ONU et la question du maintien de la paix et de la sécurité	253
3.2.4.2.2.	L'ONU et la question des droits de l'homme.....	254
3.2.4.2.3.	Rôles additionnels de l'ONU.....	256
3.2.4.2.4.	Synthèse	257
3.2.4.3.	Le Fonds monétaire international.....	257
3.2.4.4.	Le Groupe de la banque mondiale, en particulier la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.....	259
3.2.4.5.	L'Organisation mondiale du commerce.....	260
3.2.4.6.	La protection internationale des droits de l'homme : l'exemple européen	261
3.2.4.7.	La Cour pénale internationale.....	263
3.3.	SYNTHÈSE	265
4.	LES CONSTRUCTIONS JURIDIQUES SUPRANATIONALES : L'EXEMPLE EUROPÉEN.....	267
4.1.	REMARQUES LIMINAIRES	267
4.2.	HISTORIQUE SUCCINCT	267
4.3.	INSTITUTIONS CONTEMPORAINES	273
4.3.1.	Structures	273
4.3.1.1.	Le Conseil européen	273
4.3.1.2.	Le Conseil de l'Union européenne, ou Conseil des ministres	274
4.3.1.3.	La Commission.....	274
4.3.1.4.	Le Parlement européen.....	275
4.3.1.5.	La Cour de justice des communautés européennes.....	276
4.3.1.6.	Autres institutions européennes d'importance	277
4.4.	COMPÉTENCES	278
4.5.	SYNTHÈSE	283

TITRE II : CONSEQUENCES THÉORIQUES DU CONTEXTE CONTEMPORAIN

1.	DE HOBBS À AUJOURD'HUI, VOYAGE DE LA HIÉRARCHIE À LA COMPLEXITÉ.....	287
1.1.	L'INFLUENCE DE LA PYRAMIDE HOBBSIENNE	287
1.2.	LA THÉORIE PURE DU DROIT DE KELSEN	287
1.3.	DE LA HIÉRARCHIE À LA COMPLEXITÉ	290
1.3.1.	Remarques liminaires	290
1.3.2.	La hiérarchie inversée.....	290
1.3.3.	Hiérarchie ou hiérarchies ?	292

1.3.4.	Pyramides à l'achèvement discutable	293
1.3.5.	Pyramides perforées	295
1.4.	L'IMPÉRATIF DE RELATIVISATION	297
2.	LE RENFORCEMENT DES STRUCTURES RÉTICULAIRES	299
2.1.	REMARQUES LIMINAIRES	299
2.2.	LA GOUVERNANCE	300
2.2.1.	Du gouvernement... ..	300
2.2.2.	... à la gouvernance.....	301
2.2.2.1.	Les raisons de la gouvernance.....	301
2.2.2.2.	La nature processuelle de la gouvernance	301
2.2.2.3.	La collaboration induite par la gouvernance.....	302
2.2.2.4.	La polycentricité de la gouvernance	302
2.2.2.5.	Intérêt général et gouvernance.....	302
2.2.2.6.	Gouvernance et coordination	303
2.2.3.	Les critiques de la gouvernance	303
2.3.	LA RÉGULATION	305
2.3.1.	De la réglementation.....	305
2.3.2.	... à la régulation	306
2.3.2.1.	Diffusion et définition du paradigme.....	306
2.3.2.2.	Régulation et négociation.....	306
2.3.2.3.	Régulation et adaptabilité du système juridique.....	307
2.3.2.4.	Régulation et décentralisation de la production normative	308
2.3.2.5.	Régulation et auto-régulation.....	309
2.3.3.	Critiques possibles à l'idée de régulation	310
2.4.	LES RELATIONS ENTRE STRUCTURES RÉTICULAIRE ET PYRAMIDALE	311
2.4.1.	Le trépas des monopoles étatiques	311
2.4.2.	Le choix de l'exclusion, ou celui de la dilution ?.....	312
2.4.3.	Une relation dialectique ?.....	312
2.4.4.	Le double refus	313
2.4.5.	Vers un nouvel équilibre ?	313
2.4.6.	Une légitimité à reconquérir	314

TITRE III : CONSÉQUENCES PRATIQUES DU CONTEXTE CONTEMPORAIN

1.	L'ÉCROULEMENT DE LA SOUVERAINETÉ	317
1.1.	BREF HISTORIQUE DE LA NOTION	317
1.2.	LA RELATIVISATION CONTEMPORAINE DE LA SOUVERAINETÉ	319
1.2.1.	Remarques liminaires	319
1.2.2.	Relativisation en matière financière.....	319
1.2.2.1.	Les conséquences de la création de la Banque centrale européenne et de l'Euro.....	319
1.2.2.2.	Les effets de la globalisation de la sphère financière.....	320
1.2.3.	Relativisation en matière économique	321
1.2.3.1.	Vers des frontières économiques de plus en plus repoussées.....	321

1.2.3.2.	Le marché unique : de l'État à la région	322
1.2.4.	Relativisation en matière de sécurité	323
1.2.5.	Relativisation en matière politique et des droits de l'Homme.....	324
1.2.5.1.	L'importance des instances politiques européennes	324
1.2.5.2.	Cour européenne des droits de l'homme et Cour pénale internationale.....	325
1.2.6.	Relativisation en matière culturelle	325
1.3.	QUID DE LA SOUVERAINETÉ AUJOURD'HUI ?	326
1.3.1.	Les limites de l'élasticité	326
1.3.2.	Tentatives d'actualisation de la notion.....	327
1.3.2.1.	Une souveraineté à géométrie variable ?	327
1.3.2.2.	Une souveraineté mise en commun ?	327
1.3.3.	Vers une maîtrise spécifique d'un territoire ?	328
1.3.4.	Synthèse.....	329
2.	L'AFFAIBLISSEMENT DU TERRITOIRE.....	331
2.1.	LA DÉFINITION DU TERRITOIRE	331
2.2.	DE LA CENTRALITÉ DU TERRITOIRE	331
2.3.	LA TRIADE DE LA MODERNITÉ : ÉTAT, NATION ET TERRITOIRE	332
2.4.	LE TERRITOIRE FACE AUX FLUX INTERNATIONAUX	334
2.4.1.	Tension irrésoluble de la postmodernité.....	334
2.4.2.	Le témoin financier	335
2.4.3.	Le témoin économique	336
2.4.4.	Le témoin sociétal.....	337
2.4.5.	Le témoin politique	338
2.4.6.	Vers un territoire aux frontières perforées ?	339
2.5.	LE TERRITOIRE FACE AU MONDE VIRTUEL	339
2.5.1.	De la réalité créée à la création de la réalité	339
2.5.2.	Une conception du territoire renouvelée	340
2.5.2.1.	Remise en cause de la frontière territoriale et de la domination moderne de la puissance publique	340
2.5.2.2.	Les nouveaux mots de la puissance	340
2.6.	SYNTHÈSE	341
2.6.1.	Un attrait diminué.....	341
2.6.2.	Une triade en péril	341
2.6.3.	Le conflit de la postmodernité	342
2.6.4.	Le territoire postmoderne par excellence	342
2.6.5.	Nouveaux mots, maux nouveaux	343
3.	L'IMPÉRATIF DE COLLABORATION	345
3.1.	REMARQUES LIMINAIRES	345
3.2.	L'IMPÉRATIF DE COLLABORATION CONTEMPORAIN	345
3.3.	LES RAISONS EXPLIQUANT L'IMPÉRATIF DE COLLABORATION	346
3.3.1.	L'émergence d'une « communauté involontaire »	346
3.3.2.	La multidimensionnalité du monde contemporain.....	346
3.3.3.	La transnationalisation des problèmes contemporains.....	347

3.4.	LES CONSÉQUENCES DE L'IMPÉRATIF DE COLLABORATION	348
3.4.1.	La collaboration avec d'autres puissances politiques.....	348
3.4.2.	La collaboration avec des pouvoirs concurrents.....	349
3.4.2.1.	Le cas des entreprises transnationales.....	349
3.4.2.2.	Le cas de la société civile.....	351
3.5.	SYNTHÈSE	352
3.5.1.	Une nécessité.....	352
3.5.2.	Un héritier	352
3.5.3.	Deux constats.....	353
3.5.4.	Une certitude	353

PARTIE III : PERSPECTIVES CONTEMPORAINES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

TITRE I : VERS UN CHANGEMENT D'ÉTAT ?

1.	L'OBsolescence de l'ÉTAT MODERNE	361
1.1.	REMARQUES LIMINAIRES	361
1.2.	LA NATION	361
1.3.	LA DÉMOCRATIE	363
1.4.	L'ÉCONOMIE ET LA SOCIÉTÉ	365
1.5.	LA SOUVERAINETÉ	365
1.6.	LE TERRITOIRE	367
1.7.	L'INDÉPENDANCE	368
1.8.	LE SOUCI DU CONTRÔLE GÉNÉRAL	370
1.9.	LA VERTICALITÉ	371
1.10.	LA STABILITÉ	373
1.11.	LA SIMPLICITÉ	375
1.12.	LA RATIONALITÉ ET L'EFFICACITÉ	377
1.13.	L'EXPANSION DES COMPÉTENCES	378
1.14.	SYNTHÈSE	379
2.	L'ÉMERGENCE D'UN ÉTAT ACTEUR.....	381
2.1.	REMARQUES PRÉLIMINAIRES	381

2.2.	L'INÉVITABLE COLLABORATION	382
2.3.	UN ACTEUR DE LA COMPLEXITÉ	385
2.3.1.	Les raisons de la complexité	385
2.3.2.	Synthèse	387
2.4.	LA NÉCESSITÉ D'UNE DÉMOCRATIE REVISITÉE	387
2.4.1.	Rôle de l'État	387
2.4.2.	L'impossible divorce ?	390
2.5.	LE ROYAUME DE L'HORIZONTALITÉ	392
2.5.1.	De la verticalité à l'horizontalité	392
2.5.2.	Les effets de l'horizontalité	393
2.5.3.	Ampleur de l'évolution et conséquences étatiques	394
2.6.	L'AVENIR APPARTIENDRAIT-IL AUX PUISSANCES SPÉCIALISÉES ?	395
2.6.1.	Nécessité de la spécialisation	395
2.6.2.	De la collaboration	396
2.6.3.	De la justice sociale	397
2.6.4.	Synthèse	398
2.7.	L'ÉTAT-DIALOGUE	399
2.7.1.	Vers un franchissement du Rubicon ?	399
2.7.2.	De l'État dominateur à l'État acteur	401
2.7.3.	De l'État acteur à l'État canalisateur ?	401
2.7.4.	Synthèse	402
2.8.	ÉTAT ACTEUR ET LOGIQUE D'EXPANSION	403
2.8.1.	Un contexte peu favorable à la puissance publique	403
2.8.2.	Du reniement de la logique d'expansion	403
2.8.3.	Du renouvellement de la logique d'expansion	404
2.9.	ÉTAT ACTEUR ET RATIONALITÉ	405
2.9.1.	L'État acteur ou quand la rationalité fait son théâtre	405
2.9.2.	Vers une rationalité à visage humain ?	406
2.10.	ÉTAT ACTEUR, NATION ET VALEURS	407
2.10.1.	Les limites de l'inoubliable nation	407
2.10.2.	L'impérieux effort de relativisation	407
2.10.3.	Nation et valeurs : l'ineffable tension	408
2.10.4.	Un défi à la hauteur de ses ambitions	409
2.11.	SYNTHÈSE	409

TITRE II : CONSÉQUENCES CONSTITUTIONNELLES ET ÉCUEILS RESTANTS

1.	CONSTITUTIONS, PUISSANCE MODERNE ET ÉTAT ACTEUR	413
1.1.	STRUCTURE DU CHAPITRE	413

1.2.	REMARQUES LIMINAIRES	414
1.2.1.	Polysémie du terme	414
1.2.2.	Constitutionnalisme et constitution.....	415
1.2.3.	De la nature essentielle de la constitution.....	416
1.3.	LA CENTRALITÉ DE LA CONSTITUTION POUR L'ÉTAT MODERNE	417
1.4.	CONSTITUTION ET PYRAMIDE	420
1.5.	CONSTITUTION, CODE ET SIMPLIFICATION	420
1.6.	LES CONSÉQUENCES CONSTITUTIONNELLES DE L'ÉMERGENCE DE L'ÉTAT ACTEUR	421
1.6.1.	Précisions introductives	421
1.6.2.	Pour une constitution consciente du rôle d'acteur de l'État.....	422
1.6.3.	La nécessaire polystratification constitutionnelle	426
1.6.4.	Polystratification et constituant.....	429
1.6.5.	Mode d'emploi d'une constitution postmoderne	431
1.7.	LA RELATIVISATION DE LA CONSTITUTION NATIONALE	433
1.8.	LE TRAJET DE LA POSTMODERNITÉ CONSTITUTIONNELLE	434
1.9.	LES DANGERS DE LA POSTMODERNITÉ CONSTITUTIONNELLE	436
1.10.	SYNTHÈSE	438
2.	TROIS ÉCUEILS RESTANTS	441
2.1.	REMARQUES LIMINAIRES	441
2.2.	UN MONDE DE L'INCERTAIN	441
2.2.1.	Un phénomène d'ampleur	441
2.2.2.	Le problème climatique.....	442
2.2.3.	Les questions de sécurité et de stabilité sociétales.....	442
2.2.4.	Des variations incertaines de la nation.....	443
2.2.5.	De l'énergie : nœud gordien postmoderne	444
2.2.6.	La finance incertaine	444
2.2.7.	Incertitudes et construction juridique européenne.....	446
2.2.8.	État-acteur et monde de l'incertain.....	447
2.2.9.	De la nécessité du soutien populaire	447
2.2.10.	Un changement de perspective indispensable	448
2.2.11.	Certitudes en le monde de l'incertain.....	448
2.3.	LE PROBLÈME DE LA LÉGITIMITÉ DES ACTEURS	449
2.3.1.	Propos liminaires.....	449
2.3.2.	Légitimité, syndicats du crime et terrorisme	449
2.3.3.	Légitimité et acteurs financiers.....	450
2.3.4.	Légitimité et acteurs économiques.....	451
2.3.5.	Légitimité et société civile	452
2.3.6.	Légitimité, organisations internationales et construction européenne	452
2.3.7.	Vers une pluralité de légitimités ?	453
2.3.8.	Légitimités, complexification et conséquences institutionnelles	454
2.3.9.	Légitimités : de la nécessité d'une solution flexible.....	455
2.3.10.	Réflexions personnelles	455

2.4.	QUELLES VALEURS POUR L'ÉTAT ACTEUR ?	456
2.4.1.	Propos liminaires.....	456
2.4.2.	Le dialogue.....	456
2.4.3.	La démocratie	457
2.4.4.	Le respect du droit et de l'individu	457
2.4.5.	La justice sociale	458
2.4.6.	La stabilité	459
2.4.7.	La sécurité	460
2.4.8.	Synthèse.....	460
 CONCLUSION GÉNÉRALE.....		463
1.	L'ÉTAT MODERNE.....	463
2.	L'INEXORABLE TRANSITION.....	464
3.	CONSÉQUENCES CONSTITUTIONNELLES ET ÉCUEILS POSTMODERNES.....	465
4.	UNE ÈRE NOUVELLE.....	466
5.	LIBÉRALISME ET PUISSANCE PUBLIQUE.....	467
6.	LA NÉCESSITÉ D'UNE RÉFLEXION À LARGE ÉCHELLE.....	467
7.	LE CONSERVATEUR VAINCU.....	468